

# PARTAGER DES DONNÉES POUR MIEUX RÉAGIR FACE AUX CATASTROPHES NATURELLES

LE 12 DÉCEMBRE 2010 CHRISTINE OTTERY

Les catastrophes humanitaires pourraient, dans certains cas, être évitées si les gouvernements collectaient et partageaient les données sur les risques au niveau international.

## TITRE ORIGINAL : LE PARTAGE DES DONNÉES POURRAIT PERMETTRE D'ÉVITER CERTAINES CATASTROPHES

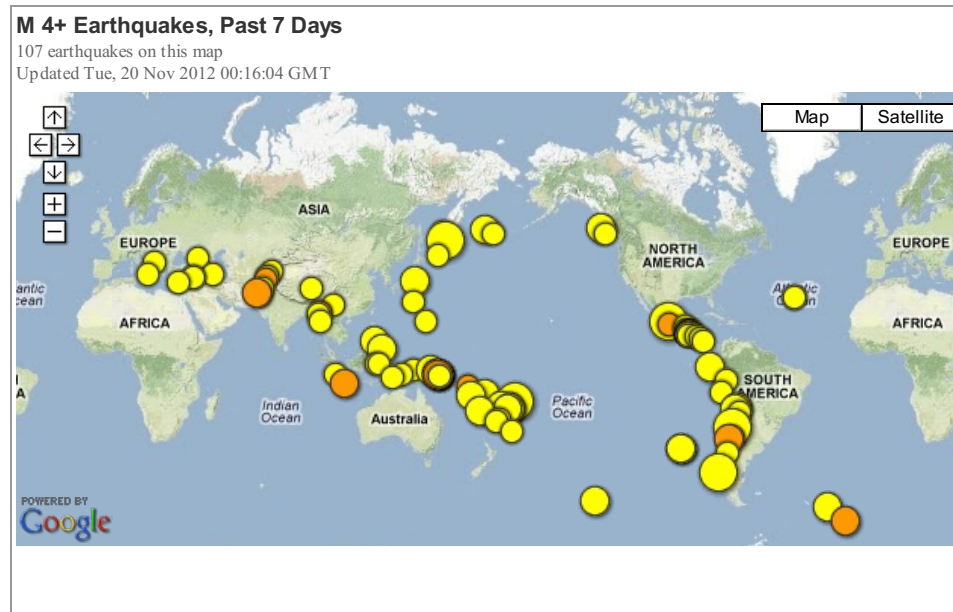
Les catastrophes humanitaires provoquées par les tremblements de terre, inondations et autres phénomènes naturels pourraient dans certains cas être évitées si les gouvernements collectaient et partageaient les données sur les risques au niveau international. C'est ce que conclut un **rapport produit par la Banque mondiale et les Nations unies**.

Améliorer l'accessibilité des informations sur les dangers potentiels, comme les lignes de faille sismiques, les zones inondables, les conditions météorologiques et le régime climatique serait une "mesure relativement simple et efficace" afin d'en réduire l'impact, selon le rapport intitulé *Natural hazards, unnatural disasters* ("Risques naturels, désastres non-naturels"), publié le 11 novembre dernier.

La collecte et le partage de données peuvent permettre d'élaborer une carte internationale des risques destinée à faciliter des prévisions plus sophistiquées au niveau local.

Pour Apurva Sanghi, économiste principal à la Banque mondiale et auteur principal du rapport, "pour commencer, peu de pays collectent des données sur les risques – des données sur les endroits où les précédentes catastrophes ont frappés, leur fréquence, leur intensité, ainsi de suite. Et même si les données sont recueillies, elles ne sont pas rendues accessibles".

### Séismes en temps réel dans le monde



De nombreux gouvernements et de nombreuses autorités publiques cachent leurs données ou ont besoin d'être persuadés de la nécessité de partager l'information, a-t-il dit. La publication des données peut en effet porter préjudice aux intérêts commerciaux, en

dévaluant par exemple les biens dans les zones à haut risque.

Les organisations non gouvernementales tentant de faire face aux catastrophes peuvent voir leurs efforts entravés par une absence de données, d'après ce rapport, qui utilise l'Éthiopie comme une étude de cas.

Pour Sanghi, "l'absence d'informations de base signifie que les bailleurs de fonds qui veulent réduire l'impact, par exemple, de la sécheresse, ne peuvent pas prendre des décisions optimales".

Le Bangladesh fournit l'exemple d'un pays qui a réussi à réduire l'ampleur des catastrophes, en utilisant des données pour élaborer des prévisions météorologiques appropriées et des alertes précoces sur l'éventualité d'un cyclone. Le rapport relève que les populations peuvent être protégées contre les inondations grâce aux abris et aux évacuations, évitant ainsi les frais de construction des digues de grande envergure qui peuvent nuire au débit des fleuves, ce qui peut, à son tour, porter atteinte à l'agriculture.

Sanghi ajoute que les petits pays devraient pouvoir se "greffer" sur les prévisions météorologiques de leurs plus grands voisins, qui pourraient facilement élargir leurs prévisions afin de couvrir leur territoire. Toutefois, devant la réticence de certains pays à partager des données avec leurs voisins, il suggère que des groupes de petits pays géographiquement proches pourraient investir dans les technologies de prévision conjointes.



Pour José Achache, directeur du Groupe des Observations de la Terre, une organisation qui coordonne les efforts pour la constitution du Système mondial des Systèmes d'Observation de la Terre, des progrès ont été réalisés en matière de publication des données, comme celles provenant du LandSat, un satellite de la NASA (US National Aeronautics and Space Administration), qui fournit des informations sur la qualité de l'eau, la fonte des glaciers, les espèces envahissantes, les récifs coralliens et la déforestation.

Mais il ajoute : "seule, la diffusion des données ne réduira pas l'impact des catastrophes, parce que les gouvernements doivent également appliquer des mesures plus strictes à l'aménagement du territoire, avec la construction de maisons antisismiques ou l'interdiction de construire dans les zones inondables, par exemple".

>> **Article publié initialement sur SciDev.Net sous licence CC**

>> Illustrations Wikimedia Commons : **Pixieslayer ; NASA**

>> Retrouvez tous les articles d'**OWNsciences**



*Très intéressant. Des initiatives existent aussi au niveau européen pour les données spatiales: des projets comme GMES tendent à faciliter le partage des données en décrivant un socle commun de métadonnées et d'ontologies. Mais tout cela n'en est qu'à son commencement et se heurte encore aux vieilles habitudes des réflexes de protection sur les données, alors que l'avenir tendra sans doute plus vers le service et la valeur ajoutée que vers le simple droit de péage à l'utilisation.*

VOUS AIMEZ



0

VOUS N'AIMEZ PAS



0

LUI RÉPONDRE